

f

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE
L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS (S-CP 120.01)**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11/05/2009 CONCERNANT LA
MODIFICATION ET LA COORDINATION DU FONDS SOCIAL DENOMME FONDS
DE SECURITE D'EXISTENCE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE
L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS A LA DATE DU 01/01/2007**

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises textiles ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers. Pour l'application de la présente convention, on entend par « ouvrier », les ouvriers et les ouvrières.

Article 2

Les statuts coordonnés du fonds social dénommé « Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers » sont joints en annexe.

Article 3

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Article 4

La convention collective de travail du 21/04/1981 instituant le fonds social dénommé « Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers » et en fixant les statuts (A.R. du 14/09/1981 - M.B. du 02/10/1981) modifiée par la convention collective de travail du 03/02/1986 (A.R. du 10/07/1986 - M.B. du 08/08/1986), par la convention collective de travail du 23/11/1987 (A.R. du 12/04/1988 - M.B. du 29/04/1988), par la convention collective de travail du 26/09/1988 (A.R. du 08/12/1988) par la convention collective de travail du 22/11/1993 (A.R. DU 11/07/1994 - M.B. du 21/09/1994), par la convention collective de travail du 28/11/2001 (A.R. du 02/03/2004 - M.B. du 27/04/2004), par la convention collective de travail du 26/09/2006 et par la convention collective de travail du 30/11/2007 (A.R. du 12/08/2008 - MB du 25/09/2008) est abrogée.

Article 5

La présente convention remplace et annule la convention collective de travail du 30 novembre 2007.

Fait à Verviers, le 11 mai 2009.

Neerlegging-Dépôt: 11/08/2009
Regist.-Enregistr.: 12/11/2009
N°: 95604/CO/120.01

FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE DE L'INDUSTRIE
TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS
STATUTS COORDONNES

CHAPITRE I.- DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL

Article 1.-

Le 1^{er} janvier 1981 est institué un Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds de sécurité d'existence de l'Industrie Textile de l'arrondissement administratif de Verviers".

Article 2.-

Le siège social du Fonds est établi à Verviers, à l'adresse suivante : rue de Bruxelles 41, 4800 Verviers.

CHAPITRE II.- OBJET

Article 3.-

Le Fonds a pour objet :

- 1°) de percevoir des cotisations nécessaires à son fonctionnement;
- 2°) d'octroyer des avantages sociaux complémentaires aux ouvriers visés à l'article 4;
- 3°) d'assurer la liquidation de ces avantages;
- 4°) la prise en charge des cotisations spéciales patronales sur la prépension conventionnelle à temps plein et à mi-temps;
- 5°) de rétribuer aux organisations représentatives les charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux.

CHAPITRE III.- CHAMP D'APPLICATION

Article 4.-

Les présents statuts s'appliquent aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01).

Il est entendu dans les présents statuts par "ouvriers" : les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE IV.- OCTROI ET LIQUIDATION DES AVANTAGES SOCIAUX COMPLEMENTAIRES

Article 5.-

Les ouvriers visés à l'article 4 ont droit à des avantages sociaux complémentaires à charge du Fonds dont la nature, le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont fixés par une convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 6.-

En aucun cas, la liquidation des avantages sociaux complémentaires ne peut être subordonnée au versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent.

CHAPITRE V.- GESTION

COMITE DE GESTION

Article 7.-

Le Fonds est géré par un Comité de gestion, composé paritairement d'un nombre pair de représentants d'employeurs et d'ouvriers (minimum 4 et maximum 8).

Les membres du Comité de gestion sont désignés - et ce, à concurrence d'une moitié pour chacun des deux groupes - respectivement par les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des travailleurs qui sont appelés à présenter des membres de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, à savoir actuellement : Febeltex et les sections régionales verviétoises de la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique, Textile, Vêtement et Diamant (F.G.T.B., Textile, Vêtement, Diamant) et de la C.S.C. Textura.

La durée du mandat des membres est de quatre ans.

Le mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membre de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01). Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la sous-commission paritaire appartenant au même groupe que le membre, dont le mandat prend fin.

Article 8.-

Le Comité de gestion désigne chaque année en son sein un président et un vice-président. Par alternance annuelle, la présidence est assurée les années paires, par un membre du Comité de gestion représentant les organisations syndicales et les années impaires, par un membre du Comité de gestion représentant les employeurs.

Pour la vice-présidence, l'alternance est inversée.

Article 9.-

Le Comité de gestion se réunit aussi souvent que les intérêts du Fonds l'exigent, sur la convocation de son président. Celui-ci est tenu de convoquer le Comité à la demande de trois de ses membres.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des réunions du Comité de gestion sont établis par le secrétaire désigné par le Comité de gestion, signés par le président de séance et soumis à l'approbation du Comité de gestion. Les extraits ou copies de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou deux membres du Comité de gestion.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

Le vote n'est valable que si les deux tiers des membres représentant les employeurs et les deux tiers des membres représentant les travailleurs sont présents.

Un membre du Comité empêché pourra donner mandat par écrit à un de ses collègues de le représenter, sans qu'un membre de ce Comité puisse remplacer plus d'un collègue absent.

Article 10.-

Le Comité de gestion délègue à la Fédération Patronale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers l'administration du Fonds. Elle en assure la gestion journalière et exécute les décisions prises par le Comité de gestion.

Article 11.-

Le Comité de gestion examine et se prononce sur les rapports et documents lui communiqués par le secrétariat du Fonds. Le Comité de gestion a notamment pour mission de:

- a) proposer à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et ce, à l'échéance de chaque année civile, le taux de la cotisation à fixer par ladite sous-commission paritaire, pour l'année civile suivante s'il échet. A cet effet, le Comité de gestion prend en considération d'une part, le volume des rémunérations qui servent de base au calcul des cotisations et d'autre part, le coût des avantages sociaux dont le Fonds doit assurer le service, ainsi que le coût des frais d'administration;
- b) administrer le Fonds et prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement;
- c) déterminer le montant des frais d'administration ainsi que la quotité des recettes annuelles qui serviront à les couvrir.
- d) présenter chaque année, dans le courant du mois de juin, à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, un rapport écrit sur sa gestion de l'exercice écoulé.

Article 12.-

Les membres du Comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qui leur est imparti.

Article 13.-

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues au nom du Fonds et à la poursuite et la diligence du Président du Comité ou d'un membre du Comité de gestion.

Le Comité de gestion peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres, ou même à des tierces personnes.

Les actes de gestion journalière sont signés par les personnes désignées à cet effet par le Comité de gestion.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le Comité a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer les signatures conjointes de deux membres, un de chaque groupe sans que ces membres ne doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.

Article 14.-

Le Fonds peut procéder juridiquement pour le recouvrement des cotisations et à cette fin, peut faire procéder aux saisies conservatoires et aux saisies d'exécution, y compris pour les Fonds suivants :

- Fonds d'Assurance Complémentaire de l'industrie textile verviétoise;
- Caisse de compensation paritaire pour les institutions sociales de l'industrie textile de Verviers.

Article 15.-

Le Comité de gestion a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des intérêts matériels et moraux du Fonds, sans préjudice toutefois de ceux réservés à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, par la loi ou par les présents statuts.

Le Comité de gestion peut notamment faire passer tous contrats et marchés, acheter, vendre, échanger, acquérir, aliéner, prendre et donner à bail tous biens et immeubles nécessaires à la réalisation du but social, faire tous emprunts à court et à long terme, consentir tous droits réels sur les biens sociaux tant mobiliers qu'immobiliers, tels que privilèges, hypothèques, gages et autres, consentir la voie parée, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que tous commandements, transcriptions, saisies et autres empêchements, avec ou sans constatation du paiement, renoncer à l'action résolutoire, nommer et révoquer tous directeurs ou collaborateurs, fixer leurs traitements, leurs attributions et le cas échéant, leur cautionnement, arrêter tous règlements d'ordre intérieur, compromettre et transiger.

CHAPITRE VI.- FINANCEMENT

Article 16.-

Le financement des avantages sociaux se fait comme suit :

- a) pour les bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période 1981-1985, sous forme d'avances sans intérêt à charge du Ministère des Affaires Economiques et par une cotisation patronale;

cette cotisation patronale couvre jusqu'au 31 décembre 1985 1 % des dépenses annuelles et est, à partir du 1^{er} janvier 1986, affectée au remboursement des avances sans intérêt;

- b) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 1986 au 31 décembre 1990, par le budget du Ministère des Affaires Economiques;
- c) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 décembre 1990, par une cotisation patronale de 0,20 % des salaires bruts;
- d) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 décembre 1990, par une cotisation patronale complémentaire de 0,10 % des salaires bruts, perçue à partir du 1^{er} janvier 1991, de sorte que la cotisation totale prévue aux c) et d) est de 0,30 %;
- e) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 1992 au 31 décembre 1992, par une cotisation patronale complémentaire de 0,30 % des salaires bruts, perçue à partir du 1^{er} janvier 1992, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d) et e) est de 0,60 %;
- f) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 1993 au 31 décembre 1994, par une cotisation patronale complémentaire de 0,35 % des salaires bruts, qui sera perçue à partir du 1^{er} juillet 1993, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e) et f) est de 0,95 %;
- g) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1996, par la cotisation patronale de 0,95 % dont question au littéra f) ci-dessus;
- h) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 1998, par une cotisation complémentaire de 0,40 % des salaires bruts, perçue à partir du 1^{er} janvier 1998, de sorte que la cotisation totale prévue aux c), d), e), f), g) et h) est de 1,35%;
- i) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2000, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littéra h).

A partir du 1^{er} janvier 1999, le calcul de la rémunération nette de référence s'effectue sur base du salaire normal à 100 %.

- j) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littera h).
- k) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 2003 au 30 juin 2005, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littera h).
- l) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} juillet 2005 au 31 décembre 2007, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littera h).
- m) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008, par la cotisation patronale de 1,35 % dont question au littera h), qui, à partir du moment où les salaires sont reliés à la tranche d'index 105,894-108,010 (base 2004=100), c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier 2008, est augmentée de 1 % et s'élève ainsi à 2,35 %.
- n) pour les nouveaux bénéficiaires, prépensionnés au cours de la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010, par la cotisation patronale de 2,35 % dont question au littera m), qui est majorée de 0,67 %, à partir du 1^{er} janvier 2009 et passe ainsi à 3,02 %.

Article 17.-

- a) Les avances sans intérêt, dont question à l'article 16 a) sont mises trimestriellement et anticipativement sur base d'un budget annuel à la disposition du Fonds. Les avances sans intérêt couvrent 99 % des dépenses découlant de l'exécution de la convention collective de travail visée à l'article 5.
- b) Les cotisations patronales prévues à l'article 16 a) sont perçues selon les dispositions de l'article 19 et sont versées à la fin de chaque trimestre civil sur le compte du Ministère des Affaires Economiques jusqu'au moment où les avances sans intérêt seront remboursées.

Article 18.-

- a) La cotisation patronale prévue à l'article 16, a), s'élève à 1 % des dépenses annuelles découlant de la convention collective de travail visée à l'article 5, eu égard aux prépensionnés bénéficiaires désignés à l'article 16, a). Elle est à calculer sur les salaires bruts à 100 %. Le taux de cotisation est fixé à 0,025 %.
- b) La cotisation de 0,025 % dont question au littera a) ci-dessus est perçue trimestriellement par le Fonds et est calculée sur % du volume des salaires bruts des quatre trimestres de l'année précédente.
- c) La cotisation dont question à l'article 16, m) et n), est perçue trimestriellement par le Fonds et est calculée sur les salaires bruts du trimestre échu.

Article 19.-

- a) Les cotisations sont perçues par le Fonds de sécurité d'existence de Verviers.

Le montant des cotisations est appelé aux quatre dates suivantes de chaque année : les 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre.

Les cotisations dues pour chaque trimestre doivent être payées par l'employeur au plus tard le dernier jour du trimestre en cours.

Les sommes dues pour chaque trimestre doivent être versées par l'employeur auprès d'une banque déterminée par le Comité de gestion.

- b) L'employeur fait parvenir au Fonds, par trimestre et dans le même délai prévu à l'article précédent, une copie du relevé de la déclaration trimestrielle à l'O.N.S.S.

Article 20.-

Les cotisations non payées à l'expiration des 30 jours qui suivent la date de l'appel de Fonds adressé à l'employeur donnent, en outre, lieu à une majoration de 10 % sur le montant des cotisations dues, augmentée d'un intérêt de retard de 10 % sur le même montant, sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire à cet effet.

Aussi bien pour la perception des cotisations que pour le paiement des allocations sociales, le délai de prescription correspond à celui appliqué par l'Office National de Sécurité Sociale.

Article 21.-

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 14 janvier 1958, concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers et rendue obligatoire par arrêté royal.

CHAPITRE VII.- BUDGETS ET COMPTES

Article 22.-

Les comptes du Fonds seront vérifiés, annuellement et sur place, par l'Inspection des Finances auprès du Ministère des Affaires Economiques et par les services compétents de ce Ministère.

Le Fonds soumettra chaque année avant le 28 février, la situation des comptes au Ministère des Affaires Economiques. Le budget pour l'année suivante sera soumis au Ministère des Affaires Economiques avant le 31 décembre. Une révision du budget est possible avant le 1^{er} juillet.

Article 23.-

L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 24.-

Chaque année, au plus tard, pendant le mois de décembre, un budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Article 25.-

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre. La clôture et le bilan doivent être suffisamment précisés en matière comptable.

CHAPITRE VIII.- CONTROLE

Article 26.-

Le Comité de gestion, ainsi que le réviseur ou expert-comptable, désignés par la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue.

Article 27.-

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits visés ci-dessus, doivent être soumis pour approbation à la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers pendant le mois de juin au plus tard.

CHAPITRE IX.- LIQUIDATION

Article 28.-

Les avances sans intérêt prévues à l'article 17 sont remboursées par le Fonds. Le remboursement se fera annuellement et commencera après une période de cinq ans. Il sera égal au produit de la cotisation patronale supplémentaire qui sera prélevée à partir du 1^{er} janvier 1986. Le taux de cette cotisation supplémentaire sera au moins égal au taux de cotisation moyen fixé pour les années 1981 jusque et y compris 1985.

CHAPITRE X.- DISSOLUTION

Article 29.-

La dissolution du Fonds peut avoir lieu sur décision unanime de la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, lorsqu'il a satisfait à ses obligations résultant de l'accord protocolaire du 17 mars 1981 entre les organisations patronales et syndicales, le Ministre des Affaires Economiques et le Ministre du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, octroyant une indemnité complémentaire sous forme d'une prépension conventionnelle, et après que les avances visées à l'article 28 ont été remboursées.

Article 30.-

Lorsque des liquidités restent disponibles lors de la dissolution du Fonds, la sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers désigne les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe leurs rémunérations.

Les capitaux restants du Fonds sont répartis comme suit :

Les ouvriers bénéficiaires reçoivent les avantages sociaux complémentaires, fixés par convention collective de travail conclue en application de l'article 5 de ces statuts, à partir de

la date de la mise en liquidation du Fonds et jusqu'à épuisement complet des capitaux restants du Fonds.

Article 31.-

Les parties demandent que les présents statuts soient rendus obligatoires par arrêté royal.

Fait à Verviers, le 21 avril 2009.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 2009 betreffende de wijziging en de coördinatie van de statuten van het sociaal fonds genaamd 'Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers' de dato 1 januari 2007

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "werklieden" verstaan de werklieden en de werksters.

Artikel 2

De gecoördineerde statuten van het sociaal fonds genaamd 'Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de verviers' zijn bijgevoegd als bijlage.

Artikel 3 Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2007 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, betekent bij een ter post aangetekende **brief**, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratieve arrondissement Verviers.

Artikel 4

De collectieve arbeidsovereenkomst van 21/04/1981 tót oprichting van het Sociaal fonds genaamd 'Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers' en tót vaststelling van zijn statuten (K.B. 14/09/1981 - B.S. 02/10/1981) gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 03/02/1986 (K.B. 10/07/1986 - B.S. 08/08/1986), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 23/11/1987 (K.B. 12/04/1988 - B.S. 29/04/1988), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 26/09/1988 (K.B. 08/12/1988), door de collectieve arbeidsovereenkomst van 22/11/1993 (K.B. 11/07/1994 - B.S. 21/09/1994), en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 28/11/2001 (KB van 02/03/2004 - BS van 27/04/2004), door collectieve arbeidsovereenkomst van 26/09/2006 en door collectieve arbeidsovereenkomst van 30/11/2007 (K.B. van 12/08/2008 - BS van 25/09/2008) wordt opgeheven.

Artikel 5

Deze collectieve arbeidsovereenkomst annuleert en vervangt de arbeidsovereenkomst van 30.11.2007.

Gedaan te Verviers op 11 mei 2009

GECOORDINEERDE STATUTEN

Fonds voor bestaanszekerheid van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers gecoördineerde statuten van het 'fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers'

Hoofdstuk I : Benaming en sociale zetel

Artikel 1

Met ingang van 1 januari 1981 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genoemd 'Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers'¹.

Artikel 2

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Verviers op het volgende adres: rue de Bruxelles 41, 4800 Verviers.

Hoofdstuk II : Doel

Artikel 3

Het Fonds heeft tót doel :

- 1). het innen van de bijdragen die nodig zijn voor zijn werking;
- 2) het toekennen van aanvullende sociale voordelen aan de werklieden en werksters bedoeld in artikel 4;
- 3). het verzekeren van de uitkering van deze voordelen;
- 4). het ten laste nemen van de bijzondere werkgeversbijdragen op het voltijds en halftijds conventioneel brugpensioen;

- 5) . het betalen aan de representatieve organisaties van de administratie- en beheerskosten in verband met de betaling van de sociale voordelen.

Hoofdstuk III : Toepassingsgebied

Artikel 4

Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers en werklieden van de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01) vallen. In deze statuten wordt onder "werklieden" verstaan, de arbeiders en arbeidsters.

Hoofdstuk IV : Toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen

Artikel 5

De in artikel 4 bedoelde werklieden hebben recht op aanvullende sociale voordelen ten laste van het fonds waarvan de aard, het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringsmodaliteiten worden vastgesteld bij een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Artikel 6

De uitkering van de aanvullende sociale voordelen mag in geen geval afhankelijk zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen die hem zijn opgelegd.

Hoofdstuk V : Beheer

Beheerscomite

Artikel 7

Het Fonds wordt beheerd door een beheerscomite dat paritair is samengesteld uit een gelijk aantal werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers (minimaal 4 en maximaal 8).

De leden van het beheerscomite worden aangeduid voor elk van de twee groepen de helft - door de representatieve beroepsorganisaties van, respectievelijk, de werkgevers en de werknemers die de leden van het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers vertegenwoordigen, hetzij momenteel Febeltex en de regionale afdelingen van Verviers van het Algemeen Belgisch Vakverbond Textiel, Kleding en Diamant (A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant) en van het A.C.V. Textura.

De duur van het mandaat van de beheerders bedraagt vier jaar.

Het mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01). In dat geval worden zij vervangen door een lid van het Paritair Subcomité dat behoort tót dezelfde groep als het lid waarvan het mandaat een einde neemt.

Artikel 8

Elk jaar duidt het beheerscomite in zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

Via een jaarlijkse beurtrol zal het voorzitterschap tijdens de even jaren worden waargenomen door een lid van het beheerscomite dat de vakorganisaties vertegenwoordigt en de oneven jaren door een lid van het beheerscomite dat de werkgevers vertegenwoordigt.

Voor het ondervoorzitterschap is de beurtrol omgekeerd.

Artikel 9

Het beheerscomite vergadert wanneer de belangen van het Fonds dit vereisen op uitnodiging van de voorzitter. Hij is verplicht het comité bijeen te roepen op vraag van drie van zijn leden.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden.

De notuien van de vergaderingen van het beheerscomite worden opgemaakt door de secretaris, die aangesteld werd door het beheerscomite, en ondertekend door de voorzitter van de vergadering en ter goedkeuring voorgelegd aan het beheerscomite.

De uittreksels of kopieën van deze notuien, die door rechtbanken of andere instanties kunnen worden geëist, worden ondertekend door de voorzitter of door twee leden van het beheerscomite.

De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden.

De stemming is enkel geldig indien twee derden van de leden die de werkgevers vertegenwoordigen en twee derden van de leden die de werknemers vertegenwoordigen aanwezig zijn.

Een lid van het comité dat verhinderd is kan schriftelijk een mandaat geven aan een van zijn collega's om het te vertegenwoordigen, zonder dat een lid van dit comité meer dan één afwezige collega kan vervangen.

Artikel 10

Het beheerscomité delegeert aan de werkgeversfederatie van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers de administratie van het Fonds. Zij verzekert het dagelijks beheer en voert de beslissingen uit die genomen worden door het beheerscomité.

Artikel 11

Het beheerscomité onderzoekt en spreekt zich uit over de verslagen en de documenten die worden meegedeeld door de administrateur van het Fonds. Het beheerscomité heeft meer bepaald als taak :

- a). het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers bij het verstrijken van elk kalenderjaar voor te stellen, indien nodig, het cijfer van de bijdrage vast te stellen door dit paritair subcomité voor het volgende kalenderjaar.
Daarvoor neemt het beheerscomité enerzijds het volume van de vergoedingen in aanmerking die als basis dienen voor de berekening van de bijdragen en anderzijds de kosten van de sociale voordelen waarvoor het Fonds de dienstverlening moet verzekeren, evenals de administratiekosten;
- b). het Fonds beheren en alle nodige maatregelen nemen voor de goede werking ervan;
- c). het bedrag van de administratiekosten bepalen, evenals het evenredig bedrag van de jaarlijkse ontvangsten die moeten dienen om deze te dekken;
- d). elk jaar, in de loop van de maand juni, een schriftelijk verslag voorleggen aan het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers over het beheer tijdens het afgelopen boekjaar.

Artikel 12

De leden van het beheerscomité gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan betreffende de verbintenissen van het Fonds. Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het beheersmandaat dat hen is toegekend.

Artikel 13

De gerechtelijke handelingen, zowel als eiser als als verweerder, worden ondernomen uit naam van het fonds op vervolging en benaastiging van de voorzitter of van een lid van het beheerscomité.

Het beheerscomité kan bijzondere en welomschreven bevoegdheden overdragen aan een of meer van zijn leden of zelfs aan derden.

De handelingen van dagelijks beheer worden ondertekend door de personen die daartoe aangewezen zijn door het beheerscomité.

Voor alle andere handelingen dan die waarvoor het comité bijzondere opdrachten heeft gegeven, volstaat de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één van iedere groep, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken, opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden.

Artikel 14

Het Fonds kan juridisch optreden voor de inning van de bijdragen en daarvoor laten overgaan tot bewarend en uitvoerend beslag, met inbegrip van de volgende Fondsen:

- . Fonds voor aanvullende verzekering voor de textielnijverheid in Verviers;
- . Paritaire compensatiekas voor de sociale instellingen van de textielnijverheid in Verviers.

Artikel 15

Het beheerscomité heeft de meest uitgebreide bevoegdheden voor het bestuur en het beheer van de materiële en juridische belangen van het Fonds, ongeacht die welke door de wet of door deze statuten aan het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers voorbehouden zijn.

Het beheerscomité mag hiervoor in het bijzonder alle contracten en overeenkomsten sluiten en verlijden, alle roerende en onroerende goederen die nodig zijn om het sociaal doel te bereiken, kopen, verkopen, ruilen, verwerven, overdragen, huren en verhuren, alle leningen op korte of lange termijn aangaan, alle werkelijke rechten zowel op de roerende als onroerende goederen toestaan, zoals voorrechten, hypotheeken, panden en andere, toestemmen in de dagelijkse uitwinning, handlichting verlenen van alle bevoorrechte of hypothécaire inschrijvingen, alsmede alle opdrachten tot betaling, overschrijving, beslaglegging of andere beletselen, met of zonder vaststelling van betaling, doen betekenen, afzien van de rechtsvordering tot ontbinding, alle directeurs of medewerkers benoemen en afzetten, hun wedden en hun bevoegdheden vaststellen en, desnoods, hun borgstelling, alle huishoudelijke reglementen vastleggen, dadingen treffen en compromissen aangaan.

Hoofdstuk VI : Financiering**Artikel 16**

De financiering van de aanvullende sociale voordelen gebeurt als volgt :

- 9
- a) voor de rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période 1981-1985, door renteloze voorschotten ten laste van het Ministerie van Economische Zaken en door een werkgeversbijdrage; deze werkgeversbijdrage dekt tót 31 december 1985 % van de jaarlijkse uitgaven en wordt vanaf 1 januari 1986 aangewend tót terugbetaling van de renteloze voorschotten;
 - b) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 1986 tót 31 december 1990, door de begroting van het Ministerie van Economische Zaken;
 - c) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 1990 tót 31 december 1990 door een werkgeversbijdrage van 0,20 % van de brutolonen;
 - d) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 1990 tót 31 december 1990 door een aanvullende werkgeversbijdrage van 0,10 % van de brutolonen, geïnd vanaf 1 januari 1991, zodat de totale bijdrage bepaald in c) en d) 0,30 % bedraagt;
 - e) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 1992 tót 31 december 1992, door een aanvullende werkgeversbijdrage van 0,30 % van de brutolonen, geïnd vanaf 1 januari 1992, zodat de totale bijdrage bepaald in c), d) en e) 0,60 % bedraagt;
 - f) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 1993 tót 31 december 1994, door een aanvullende werkgeversbijdrage van 0,35 % van de brutolonen, geïnd vanaf 1 juli 1993, zodat de totale bijdrage bepaald in c), d), e) en f) 0,95 % bedraagt;
 - g) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 1995 tót 31 december 1996 door de werkgeversbijdrage van 0,95 % waarvan sprake in littera f) hierboven;
 - h) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 1997 tót 31 december 1998, door een aanvullende bijdrage van 0,40 % van de brutolonen, geïnd vanaf 1 januari 1998, zodat de totale bijdrage bepaald in c), d), e), 0, g) en h) 1,35 % bedraagt;
 - i) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 1999 tót 31 december 2000, door de werkgeversbijdrage van 1,35 % waarvan sprake in littera h);
Vanaf 1 januari 1999 gebeurt de berekening van het netto referteloon op basis van het normale loon aan 100 %;
 - j) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 2001 tót 31 december 2002, door de werkgeversbijdrage van 1,35 % waarvan sprake in littera h);
 - k) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 2003 tót 31 december 2005, door de werkgeversbijdrage van 1,35 % waarvan sprake in littera h);
 - l) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 juli 2005 tót 31 december 2007, door de werkgeversbijdrage van 1,35 % waarvan sprake in littera h).
-
- m) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gingen tijdens de période van 1 januari 2008 tót 31 december 2008, door de werkgeversbijdrage van 1,35 % waarvan sprake in littera h) die op het moment waarop de lonen worden gekoppeld aan de indexschijf 105,894-108,010(basis 2004=100) m.a.w vanaf 1 januari 2008 wordt verhoogd met 1% vanaf 1 januari 2008 en die aldus 2,35% bedraagt.
-
- n) voor de nieuwe rechthebbenden die op brugpensioen gaan tijdens de période van 1 januari 2009 tót 31 december 2010, door de werkgeversbijdrage van 2,35 % waarvan sprake in littera m) die wordt verhoogd met 0,67%, vanaf 1 januari 2009 en die aldus 3,02% bedraagt.

Artikel 17

- a) De renteloze voorschotten, waarvan sprake in artikel 16 a) worden trimestrieel en bij voorbaat op basis van een jaarlijkse begroting ter beschikking gesteld van het Fonds. De renteloze voorschotten dekken 99 % van de uitgaven die voortvloeien uit de uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 5.
- b) De werkgeversbijdragen bepaald in artikel 16 a) worden volgens de bepalingen van artikel 19 geïnd en worden op het einde van ieder kalenderkwartaal op de rekening van het Ministerie van Economische Zaken gestort tót op het ogenblik dat de renteloze voorschotten terugbetaald zijn.

Artikel 18

- a) De werkgeversbijdrage bepaald in artikel 16 a) bedraagt 1 % van de jaarlijkse uitgaven die voortvloeien uit de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld bij artikel 5, ten aanzien van de rechthebbende bruggepensioneerden aangeduid in artikel 16 a). Zij moet berekend worden op de brutolonen aan 100 %. De bijdragevoet wordt vastgesteld op 0,025 %.
- b) De werkgeversbijdrage van 0,025 % waarvan sprake in littera a) hierboven wordt trimestrieel geïnd door het Fonds en wordt berekend op 1/4 van het volume van de brutolonen van de vier kwartalen van het vorig jaar.
- c) De bijdrage waarvan sprake in artikel 16 m) en n) wordt trimestrieel geïnd door het Fonds en wordt berekend op de brutolonen van het vorige kwartaal.

Artikel 19

- a) De bijdragen worden geïnd door het Fonds voor bestaanszekerheid van Verviers. Het bedrag van de bijdragen wordt geïnd

op de vier volgende data van elk jaar : 1 maart, 1 juni, 1 september en 1 december. De verschuldigde bijdragen voor elk kwartaal moeten door de werkgever betaald worden uiterlijk op de laatste dag van het lopende kwartaal. De verschuldigde sommen voor elk kwartaal moeten door de werkgever gestort worden bij een bank bepaald door het beheerscomité.

- b) De werkgever bezorgt het Fonds, per kwartaal in binnen dezelfde termijn bepaald in het vorige artikel, een kopie van de aflossing van de kwartaalaangifte aan de R.S.Z.

Artikel 20

De bijdragen die niet betaald zijn bij het aflopen van de 30 dagen die volgen op de oproepdatum die het Fonds aan de werkgever richt, geven bovendien recht op een verhoging van 10 % op het bedrag van de verschuldigde bijdragen, verhoogd met een nalatigheidinterest van 10 % op hetzelfde bedrag, zonder dat hiervoor een ingebrekestelling nodig is. Zowel voor de inning van de bijdragen als voor de betaling van de sociale uitkeringen komt de verjaringstermijn overeen met deze die wordt toegepast door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Artikel 21

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid kan het bedrag van de bijdragen slechts gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Hoofdstuk VII : Begrotingen en rekeningen

Artikel 22

De rekeningen van het Fonds, zullen jaarlijks ter plaatse worden nagezien door de inspectie van Financiën bij het Ministerie van Economische Zaken en door de bevoegde diensten van dat Ministerie. Het Fonds zal elk jaar vóór 28 februari de stand van de rekeningen voorleggen aan het Ministerie van Economische Zaken. De begroting van het volgend jaar zal voor 31 december voorgelegd worden aan het Ministerie van Economische Zaken. Een herziening van de begroting is mogelijk vóór 1 juli.

Artikel 23

Het boekjaar begint op 1 januari en sluit op 31 december.

Artikel 24

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers voorgelegd.

Artikel 25

Op 31 december worden de rekeningen van het afgelopen jaar afgesloten. De afsluiting en de balans dienen boekhoudkundig voldoende omschreven te zijn.

Hoofdstuk VIII : Toezicht

Artikel 26

Het beheerscomité, alsmede de bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks iedereen schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

Artikel 27

De balans, samen met voornoemde schriftelijke jaarlijkse verslagen, dienen uiterlijk tijdens de maand juni ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers voorgelegd te worden.

Hoofdstuk IX : Uitbetaling

Artikel 28

De in artikel 17 bepaalde renteloze voorschotten worden terugbetaald door het Fonds. De terugbetaling zal jaarlijks gebeuren en begint na een periode van vijf jaar. Ze zal gelijk zijn aan de opbrengst van een bijkomende werkgeversbijdrage, die vanaf 1

januari 1986 zal geheven worden. De bijdragevoet van deze bijkomende bijdrage zal minstens gelijk zijn aan de gemiddelde bijdragevoet vastgesteld voor de jaren 1981 tót en met 1985.

Hoofdstuk X : Ontbinding

Artikel 29

Het Fonds kan ontbonden worden bij eenparige beslissing van het Paritaire Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers nadat het zijn verplichtingen voortvloeiend uit de protocollaire overeenkomst van 17 maart 1981 tussen de werkgevers- en werknemersorganisaties, de Minister van Economische Zaken en de Minister van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg tót toekenning van een aanvulende vergoeding door middel van een conventioneel brugpensioen en na terugbetaling van de in artikel 28 bedoelde voorschotten heeft vervuld.

Artikel 30

Indien bij de ontbinding van het Fonds gelden beschikbaar blijven, wijst het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers de vereffenaars aan en bepaalt hun bevoegdheden en bezoldiging. Het overblijvend vermogen van het Fonds krijgt dan volgende bestemming: De rechthebbende werkiieden ontvangen vanaf de datum van het in vereffening stellen van het Fonds en tót volledige uitputting van het overblijvende vermogen van het Fonds de aanvulende sociale voordelen die vastgesteld worden bij coölectieve arbeidsovereenkomst gesloten in toepassing van artikel 5 van deze statuten.

Artikel 31

De partijen vragen dat deze statuten algemeen verbindend verklaard worden bij koninklijk besluit.

Gedaan te Verviers, op 21 april 2009

Voor het ACV Textura

Voor het ABVV Textiel, Kleding en Diamant

Voor de Federatie Textiel, Hout en Meubel FEDUSTRIA